

Souveraineté La Solution inc.



Au nom de l'intérêt supérieur de notre Nation, le Parti indépendantiste s'oppose à l'exploitation des gaz de schiste par le privé

Montréal, le 31 août 2010

Le Parti indépendantiste considère les gaz de schiste du Québec comme étant une ressource énergétique stratégique devant être nationalisée par l'État québécois afin de servir les intérêts supérieurs de notre Nation. Au 21^e siècle, à l'ère de la raréfaction accélérée du pétrole, les nations qui ne contrôleront pas leurs ressources énergétiques s'affaibliront et s'appauvriront

au profit de multinationales et de conglomérats transnationaux dont l'objectif n'est que d'enrichir leurs actionnaires multimillionnaires et milliardaires. Pour le PL, l'exploitation des gaz de schiste ne doit pas servir à enrichir André Caillé, la famille Desmarais et des actionnaires étrangers, mais l'ensemble de notre Nation. Ce sont nos gaz, à nous d'en profiter nationalement.

Encore une fois, le gouvernement antinational libéral Charest place les intérêts privés de ses petits copains et des copains de ses petits copains au-dessus de nos intérêts nationaux. En bon mondialiste néolibéral, Charest réaffirme sa volonté de briser la tradition québécoise depuis le fameux «Maîtres chez nous» de Jean Lesage ayant mené à la nationalisation de l'électricité et à notre enrichissement collectif grâce à Hydro-Québec. Pour lui, l'État n'a d'autre rôle que celui d'enrichir les puissants au détriment du niveau de vie et de la qualité de vie des citoyens ordinaires et de la prospérité nationale. L'exploitation par le privé de nos gaz de schiste s'inscrit parfaitement dans la lignée de l'exploitation privée, majoritairement contrôlée par des intérêts étrangers, de l'industrie éolienne et bientôt celle du pétrole se trouvant au large des Îles-de-la-Madeleine.

Le Parti indépendantiste exige donc qu'un moratoire sur l'exploration et l'exploitation de ces gaz de schiste soit proclamé afin d'empêcher les mondialistes néolibéraux de nous voler. Pour le moment, en valeur marchande d'aujourd'hui, l'enjeu se chiffre à 50 milliards de dollars. Quant à notre pétrole, les réserves sont évaluées à quelques 2 milliards de barils, soit 150 milliards de dollars au prix du marché actuel. À 100\$ le baril on parle de 200 milliards de dollars et à 200\$ le baril, basé sur les prédictions des experts sur un horizon de 10 à 15 ans, on parle de 400 milliards de dollars. Ce n'est pas rien! Cet argent ne doit pas servir à engraisser les mondialistes, mais servir au développement de notre Nation. Pour le PL, l'État du Québec doit donc assurer le contrôle national de toutes nos ressources énergétiques stratégiques (gaz, pétrole, hydroélectricité, éolien, etc.). Il en va de notre sécurité énergétique et de notre indépendance énergétique à long terme.

En plus de réduire notre dépendance aux hydrocarbures étrangers, la nationalisation des gaz de schiste et leur exploitation par l'Etat permettrait non seulement d'enrichir la Nation, mais assurerait de meilleures garanties quant à la gestion du risque environnemental inhérent à ce type d'industrie. L'exemple récent de la catastrophe dans le Golfe du Mexique causée par l'explosion d'une plate-forme pétrolière de BP doit nous éclairer à ce sujet. Nous devons bien comprendre que l'incitatif de rendement à court terme prend le dessus sur la gestion des risques environnementaux lorsqu'il s'agit d'entreprise privée, surtout lorsqu'elles sont cotées en bourse.